

Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 3037  
16 octobre 2026  
1,50 € • DOM : 2€



Le journal  
**d'Arlette Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

## Le 17 octobre et après l'esprit de révolte n'a pas d'âge



**Trump-Poutine**  
**Du carburant  
pour les urnes**

Page 8

**Budget**  
**Leur faillite,  
pas la nôtre**

Page 3

**Répression**  
**La police dans  
son rôle**

Page 7



**Les jeunes en lutte**

- Un acte V réussi 4
- Dans les manifestations 4
- Des moyens pour l'éducation : une question politique 5
- Lycée Camille Claudel Mantes-la-Ville 5
- Parcoursup : non à la lutte des places 5
- 3 000 postes dans le chapeau de Geffray 6
- Lycée polyvalent - Cachan 6
- Supporte et tais-toi 6
- La police dans son rôle 7

**Leur société**

- Budget : leur faillite, pas celle des travailleurs 3
- Dette : le parasitisme de la bourgeoisie 3
- 17 octobre : ce ne doit être qu'un début ! 12
- CGT : L'attentisme de la direction 12
- PFAS 13
- Carburant 13
- Eramet : un intérêt général très particulier 13
- Glucksmann : un Macron bis de plus 13
- Inégalités : certains se gavent, d'autres ne mangent pas 16

**Dans le monde**

- Accord Trump-Poutine : du carburant pour les urnes 8
- Bab-el-Mandeb : la porte des pleurs 8
- États-Unis : exécution publique, la barbarie en exemple 8
- Israël : Netanyahu veut faire taire les témoins 9
- Samsung : nano-puces et giga-profits 9
- Colombie : entre l'armée et les narcos 10
- Turquie 10
- Côte d'Ivoire 16

**Dans les entreprises**

- Salaires : les prix filent loin devant 14
- Bus Keolis - Argenteuil 14
- Primes : l'autre façon de voler les travailleurs 14
- Solidarité Femmes - Nantes 14
- Durkopp - Vierzon 15

**Nos lecteurs écrivent**

- Ikea 15
- Comment faire ses classes au lycée 7

**Il y a 70 ans**

- Pologne 1956 11

**Agenda**

- Meeting et fêtes 3

# Le 17 octobre et après, montrons que l'esprit de révolte n'a pas d'âge !

Avec la mobilisation lycéenne et étudiante qui se poursuit et le prix de l'essence qui étrangle des millions de travailleurs, le gouvernement n'en mène pas large. Pour tenter de déminer la situation, le Premier ministre Lecornu, et le ministre de l'Éducation ont fait plusieurs annonces.

Pour répondre aux revendications de la jeunesse, ils ont trouvé 3 024 professeurs remplaçants sans poste immédiatement disponibles. Mieux que le magicien faisant sortir un lapin de son chapeau ! En fait, les rectorats sont sommés de répartir la pénurie de façon qu'elle se voie moins.

Autre gesticulation dont Macron est coutumier : la plateforme numérique où poster ses doléances, comme lors du mouvement des gilets jaunes. Et pourquoi pas un numéro vert ?

L'annonce qui a surpris a été celle sur le prix des carburants. Lecornu a promis que les prix vont baisser de 12 à 18 centimes le litre dans les semaines à venir. Jusqu'à présent, il refusait de faire le moindre geste. Qu'il ait fait cette annonce en pleine contestation de la jeunesse n'est pas un hasard.

Le gouvernement sait que des centaines de milliers de jeunes seront encore dans la rue cette semaine. Mais ce qu'il craint par-dessus tout, c'est que s'y ajoute la mobilisation des travailleurs.

À l'approche du samedi 17 octobre, date qui circule sur les réseaux sociaux pour protester contre la flambée des prix des carburants, le gouvernement veut désamorcer la contestation. Eh bien, c'est le moment d'exprimer notre colère et de renforcer la pression sur lui !

Plus on trime et on fait de sacrifices, plus la vie devient difficile. Après avoir pris sur le budget vacances, nous en sommes à compter le moindre déplacement en voiture. Et combien se résignent à ne pas remplir entièrement leur cuve de fioul ?

La baisse de 12 à 18 centimes par litre de carburant, si tant est qu'elle se concrétise, est une promesse dérisoire par rapport aux hausses de prix de ces dernières années. Elle ne ramènerait pas les prix à ce qu'ils étaient avant la crise et le racket à la pompe à essence continuerait.

Et surtout, il n'y a pas que le prix des carburants qui pose problème. C'est aussi ceux du gaz, de l'électricité, de l'alimentaire. C'est aussi

l'explosion des loyers, des crédits, des assurances... Tout augmente sauf les salaires, sauf les allocations, sauf les pensions de retraite. À un moment, il faut dire stop.

Les salaires prennent du retard sur l'inflation depuis trop d'années. Il faut un plan d'augmentation massif et les indexer de nouveau sur l'inflation. 2 200 euros est un minimum aujourd'hui pour vivre sans avoir peur du lendemain, alors revendiquons le smic à 2 200 euros.

Il y a de l'argent pour augmenter les dividendes. Il y a de l'argent pour payer les PDG des millions d'euros. Il y a de l'argent pour les sinécures d'une poignée de très grands privilégiés. Cela suffit, cet argent doit servir à augmenter les salaires !

Non contents de nous exploiter et de nous faire les poches, gouvernement et grand patronat, main dans la main, préparent un budget de guerre sociale : un départ à la retraite sur trois non remplacé dans la fonction publique ; des baisses d'allocations familiales ; le gel des APL ; des médicaments déremboursés ; des coupes dans l'aide sociale, le logement et les collectivités locales.

Le gouvernement veut prendre 5 milliards dans la poche des retraités, quand il baisse la surtaxe sur les profits de 2 milliards et renonce à prendre ne serait-ce qu'un petit peu sur les grandes fortunes.

Année après année, gouvernement et grand patronat cassent ce qui nous est le plus essentiel. C'est ce qui a déclenché la révolte légitime de la jeunesse. Mais la seule force susceptible de vraiment les arrêter est celle du monde du travail.

Le 17 octobre est une date née sur les réseaux sociaux et relayée par d'anciens gilets jaunes. Mais des organisations syndicales s'y joindront. Localement, des syndicats et des militants y appellent déjà. Dans tous les cas, c'est aux travailleurs qui veulent se mobiliser de décider et de s'organiser.

Les lycéens nous le montrent : on ne se fait respecter qu'en se battant, alors engouffrons-nous dans la brèche ouverte par la jeunesse ! L'argent doit aller aux salaires, aux emplois, à l'éducation, pas aux actionnaires et pas aux marchands de canon !

Nathalie Arthaud



Le 9 octobre à Beauvais.



# Budget: leur faillite, pas celle des travailleurs

**Tous les responsables politiques gouvernementaux et les commentateurs affirment à longueur de journée que, sans mesures drastiques, le pays sera en faillite d'ici à quelques mois.**

Devant l'énormité des chiffres, 3 500 milliards de dette, 91 milliards à rembourser l'an prochain sur un budget de 459 milliards d'euros, devant le matraquage et l'unanimité médiatiques, même une retraite de l'industrie vivant avec 900 euros par mois ou un père de famille en fin de droits commencent à se sentir comptables de la dette. Il faudrait donc faire quelque chose, il faudrait bien que chacun y mette du sien...

Cette comédie est d'abord un jeu politique de Macron-Lecornu pour faire passer leur budget, c'est-à-dire la somme des attaques prévues contre les travailleurs. Et des'adresser aux députés, du PS au RN, pour leur demander d'être responsables au vu du danger de faillite. C'est ensuite l'argument tout trouvé de l'équipe qui sortira des urnes en mai pour continuer et amplifier ces mêmes mesures en espérant les faire accepter par les classes populaires. C'est

aussi la justification des attaques quotidiennes, celles de l'État prises par décret, celles plus insidieuses des collectivités locales et des bailleurs sociaux et celles, ouvertes et provocantes, du patronat qui bloque les salaires et remet en cause tout ce qui pouvait les améliorer un tant soit peu.

Cela justifie la course à droite et à l'extrême droite à qui promet le plus de coupes dans les services publics et les budgets sociaux. Mais, en revanche, cette prétendue menace de faillite ne remet pas en cause le budget militaire ni les aides multiformes au patronat.

Elle ne tient jamais compte des bénéfices colossaux des grandes entreprises, ni des fortunes de leurs grands actionnaires, ni des milliards accumulés par les familles bourgeoises. Car elle est un artifice comptable, un leurre exactement semblable à celui utilisé par tant d'entreprises fermées pour faillite alors qu'elles étaient détenues par des groupes milliardaires qui voulaient se débarrasser d'un site pas assez rentable.

Cette faillite qu'on veut faire payer aux travailleurs n'est que le nom poli, politique et journalistique du rapport de force entre les classes.

Il suffirait que la classe ouvrière redresse la tête pour que la bourgeoisie trouve immédiatement, le couteau sous la gorge, de quoi payer elle-même les augmentations de salaire, les services publics et les dettes par-dessus le marché.

Paul Galois

## Dette: le parasitisme de la bourgeoisie

**Pas une journée ne passe sans que les membres du gouvernement ou leurs perroquets médiatiques n'invoquent le montant de la dette publique, voire la faillite possible de l'État, pour justifier les attaques les plus brutales contre le monde du travail.**

Ainsi, les 54 milliards d'économies supplémentaires que le gouvernement entend imposer, au nom de la réduction du déficit budgétaire en 2027, seraient intégralement volés dans les poches des travailleurs, qu'ils soient actifs, retraités, chômeurs, en maladie ou en invalidité.

Cette dette, d'un montant astronomique, n'est pas celle des travailleurs. C'est intégralement celle des capitalistes. Alors qu'en 1980, la dette publique représentait 20 % du produit intérieur brut, la richesse produite en un an, elle en représente aujourd'hui 120 %. La succession des gouvernements de droite et de gauche a multiplié les

cadeaux, exonérations sociales ou fiscales, subventions à la classe capitaliste sous les prétextes les plus divers.

Chaque année, 270 milliards d'euros sont actuellement versés, essentiellement aux plus grands groupes et se retrouvent dans les dividendes exorbitants versés aux actionnaires. Cette somme représente quatre fois le budget de l'enseignement public. Elle représente même bien plus que l'ensemble du déficit public annuel de 152 milliards d'euros. Mais, pour le gouvernement, bon régisseur de cette grande bourgeoisie, il est hors de question de stopper cette hémorragie et de mettre fin au

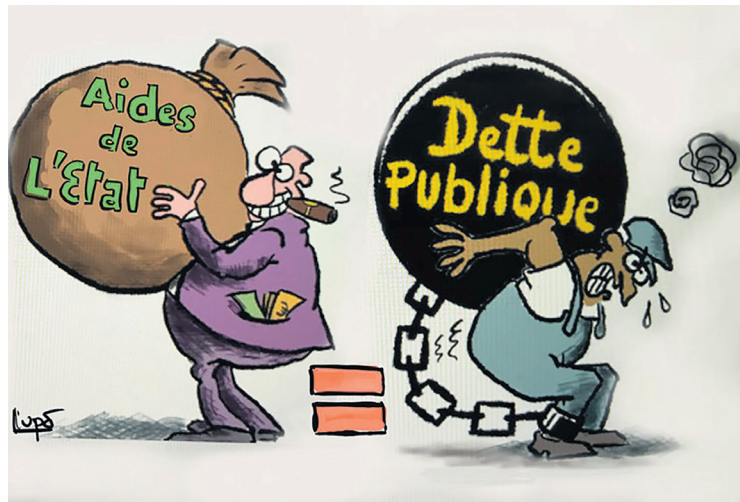
parasitisme de ses maîtres. Il présente donc l'addition aux classes populaires.

Le comble est qu'aujourd'hui ces capitalistes bénéficient doublement de l'argent public. Car ceux-là même qui creusent la dette s'enrichissent aussi en prêtant à l'État français, via leurs groupes financiers, banques et fonds de placement, à des taux d'intérêt qui ne cessent de grimper et qui ont atteint près de 5 % début octobre. Mécaniquement la charge de la dette, les intérêts payés annuellement, explose et pourrait atteindre selon la Cour des comptes 80 milliards en 2026.

En 1850, Karl Marx, dans son ouvrage *Les Luttes de classes en France* expliquait que sous le règne de l'aristocratie financière, pendant la monarchie de Juillet, « l'endettement de l'État était [...] d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait [...]. C'était principalement le déficit de l'État qui était l'objet même de ses spéculations et la source principale de son enrichissement. »

Parmi d'autres causes, la révolution de 1848 a été la conséquence du règne de cette aristocratie financière. Ses descendants d'aujourd'hui, vautés dans le luxe et le pillage de l'argent public, finiront par provoquer la révolution à venir.

Christian Bernac



## Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

### Dole

Mardi 20 octobre à 18 heures  
Salle Georges-Brassens  
26 A, rue du Maréchal-Leclerc  
aux Mesnils-Pasteur

### Dijon

Mercredi 21 octobre à 15 h  
Au Kyriad Dijon-Est Mirande  
14, rue Pierre-de-Coubertin

### Sens

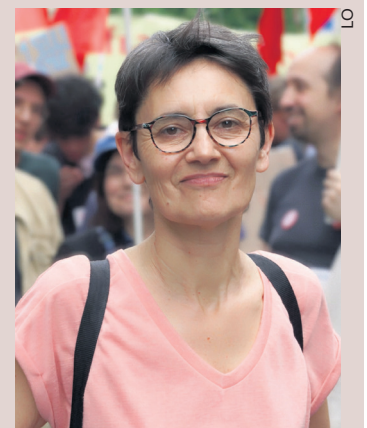
Jeudi 22 octobre à 18 h 30  
Salle de la Poterne  
21, boulevard du 14-Juillet

### La Roche-sur-Yon

Samedi 24 octobre à 18 h 30  
Maison de quartier Pont-Morineau  
Place Coubertin

### Évreux

Vendredi 30 octobre à 19 heures  
Maison de quartier de la Madeleine  
Place J. F.-Kennedy



## Fêtes de Lutte ouvrière

### Saint-Pierre-des-Corps

Samedi 17 octobre  
de 14 h 30 à minuit  
Salle des fêtes

### Le Mans

Samedi 17 octobre  
de 17 heures à minuit et demi  
Salle Pierre-Guédou  
Débat à 18 h 30  
avec Jean-Pierre Mercier

### Toulouse

Samedi 17 octobre  
de 18 heures à minuit  
et dimanche 18 octobre  
de 11 heures à 18 heures  
À Ramonville-Saint-Agne  
Débat avec Nathalie Arthaud  
samedi à 18 heures

### Bordeaux

Dimanche 18 octobre  
à partir de 11 heures  
Salle Victor-Hugo à Cenon  
Débat à 15 heures  
avec Nathalie Arthaud

### Yvelines

Samedi 24 octobre  
à partir de 16 h 30  
Salle C.-Faure, Limay

### Dijon

Dimanche 15 novembre  
à partir de 11 heures  
Espace Tabourot,  
Allée du Temps-Libre,  
Saint-Apollinaire  
Débat à 15 heures  
avec Nathalie Arthaud



## Un acte V réussi

Les manifestations du 13 octobre, l'acte V du mouvement lycéen, ont réuni entre 162 000 (chiffres du ministère) et 480 000 (chiffres de l'intersyndicale) participants.

Le 6 octobre, 280 000 à 450 000 personnes, suivant les comptes, avaient défilé : le mouvement de la jeunesse étudiante et lycéenne reste donc bien vivant. Suivant les régions, entre les deux manifestations, le mouvement s'est étendu à de nouvelles universités, de nouveaux lycées, dont certains du privé ou des quartiers aisés. De petites villes sont entrées dans le mouvement ainsi que des établissements des Antilles et de Guyane.

Après deux semaines de

répression violente et de calomnies contre les lycéens, devant l'ampleur du mouvement, le gouvernement a dû changer de ton et modifier sa tactique, sans parvenir à tromper les lycéens. Au-delà des vrais moyens pour étudier qu'ils réclament, ces derniers veulent un autre avenir que la précarité et la menace d'un climat détraqué et de guerres sans fin qui leur est promis. Ils dénoncent les inégalités sociales et les idées racistes défendues bien au-delà du



À Lyon.

Rassemblement national.

Ce mouvement de la jeunesse, démarré sans prévenir, est salutaire. Il politise une nouvelle génération qui apprend à déjouer les manœuvres du pouvoir, prend conscience du rôle de la police et de la justice pour la faire taire et le rôle de chiens de garde des médias. Dans les lycées ou

les universités mobilisés, des noyaux réfléchissent aux revendications qu'ils écrivent sur leurs pancartes, apprennent à s'organiser, à trouver le moyen de s'adresser à leurs camarades hésitants, discutent de l'efficacité des blocages ou du rôle des assemblées générales.

Après les manifestations,

des assemblées de jeunes mobilisés ont appelé à manifester de nouveau jeudi 15 et surtout samedi 17 octobre. La révolte des classes populaires contre la vie chère doit rejoindre celle de la jeunesse. Le mouvement peut et doit encore durer, s'élargir, en entraîner bien d'autres.

Xavier Lachau

## Région lyonnaise : les lycéens toujours déter !

Jeudi 8 octobre, près de 4 000 jeunes ont défilé en banlieue malgré la pluie. Le matin, des lycéens avaient bloqué les lycées populaires de Brossolette et Faÿs à Villeurbanne ou ceux du centre-ville, comme Saint-Just. Là, un petit groupe d'élèves de classes préparatoires filière économie a voulu mettre la pression en hurlant « *blocus nique ta mère* », avant de reprendre la Marseillaise. Face à eux, des lycéens jusque là observateurs ont fait bloc autour de la dizaine de militants du mouvement. Au prestigieux lycée du Parc, 250 lycéens et élèves de prépa ont organisé un blocus. S'ils pensent que leur avenir n'est pas aussi bouché que celui des jeunes des classes populaires, ils vivent les classes à 35 et réfléchissent à l'avenir de la société. Ils étaient nombreux à crier « *plus d'argent pour nos lycées, moins d'argent pour Bolloré* ». Le même jour dans la Loire, au lycée Mauriac d'Andrézieux, 200 lycéens se sont rassemblés dans une ambiance enthousiaste avec

des pancartes pour exprimer leur révolte. Un peu partout, la police poursuit ses intimidations : devant le lycée Chabrière à Oullins-Pierre-Bénite, les CRS ont même confisqué les pancartes qui ne leur plaisaient pas.

La manifestation du mardi 13 octobre a encore rassemblé près de 15 000 personnes (25 000 le 6 octobre) dans un cortège jeune et dynamique, avec toujours une profusion de pancartes. Sous prétexte de vitrines de banque cassées, la police a chargé, gazé et interrompu la manifestation avant la fin. Cela a plutôt renforcé la colère. Lors des différentes assemblées de lycéens ou d'étudiants qui ont suivi, la question revenait de s'organiser pour tenir pendant les vacances et reprendre le mouvement à la rentrée. Tous ont en tête la journée du samedi 17 octobre, espérant que ce soit l'occasion de se retrouver, jeunes et travailleurs, pour exprimer une colère commune.

Correspondant LO

## À Paris

Partie de deux points de départ différents, l'un à l'appel des syndicats et l'autre à l'appel d'assemblées lycéennes et étudiantes apparues dans le mouvement, deux cortèges se sont rejoints pour n'en former qu'un seul.

Une foule jeune était une fois de plus au rendez-vous. La police

annonce un chiffre en baisse, en comparaison de la manifestation de mardi dernier : 41 500 contre 56 000. Mais il est certain que celle du 13 octobre était tout aussi impressionnante que la précédente, peut-être plus organisée, avec plus de cortèges et une présence plus importante d'étudiants.

La foule occupait autant

les pavés que les trottoirs. Plusieurs cortèges lycéens de plusieurs centaines ou milliers de participants ont aussi organisé des « pré-manifestations » avant de rejoindre l'un des deux points de départ. Ces cortèges sont passés sous les fenêtres de nombreux quartiers, montrant la persistance et le dynamisme de la mobilisation de la jeunesse.

P. R.



À Paris.

## À Rennes

À Rennes, la manifestation du mardi 13 octobre a été un succès, regroupant autant de participants que celle du mardi précédent. 10 000 personnes ont à nouveau défilé dans les rues.

Après le succès du mardi 6 octobre, la manifestation du jeudi 8 octobre avait regroupé moins de monde, essentiellement des lycées et des étudiants. Mais toute la semaine, plusieurs lycées étaient restés bloqués, quand ils n'étaient pas fermés par la préfecture ou les chefs d'établissement, y compris dans le privé catholique.

Les lycéens en ont profité pour se retrouver et discuter de leur mouvement, dans les lycées ou en dehors quand ceux-ci étaient fermés. Et le mercredi midi, ils étaient 300 réunis en AG inter-lycées.

Lundi 12, plusieurs lycées étaient à nouveau bloqués et plusieurs centaines d'élèves se regroupaient devant certains établissements. Le lendemain, pour « l'acte V », les blocages ont continué et la mobilisation s'est étendue à des classes prépa, à l'école d'agronomie mais aussi à des lycées privés catholiques et aux lycées de petites villes alentour.

L'inventivité des lycéens continuait à se refléter sur les pancartes. Les slogans les plus repris étaient ceux dénonçant la répression et la violence dont les lycéens ont été victimes. De nombreux enseignants et d'autres salariés de l'Éducation étaient présents en soutien aux lycéens.

Des groupes de travailleurs, en particulier du secteur public, ont pris part aux manifestations. Dans les entreprises, des travailleurs parlent de la journée du samedi 17, dont les jeunes espèrent qu'elle sera une nouvelle étape de la mobilisation.

Correspondant LO



Lycée du Parc à Lyon.





## “Des moyens pour l'éducation” : une question politique

**Des centaines de milliers de lycéens poursuivent un mouvement commencé pour obtenir des moyens dignes de ce nom dans les secteurs abandonnés de l'Éducation nationale.**

Sans surprise, le manque de moyens touche davantage les collèges et lycées des quartiers populaires, des petites villes déjà frappées par le chômage et, tout particulièrement, les lycées professionnels.

Le mouvement s'est depuis élargi à toute la jeunesse, y compris étudiante, et aux travailleurs de l'Éducation.

Il a aussi élargi ses re-

vendications, tout en chiffrant à dix milliards d'euros l'augmentation nécessaire du budget consacré à la jeunesse.

La question n'est pas de savoir si cette somme suffirait à embaucher le personnel manquant et à le payer correctement, à rénover ou construire les établissements scolaires, stades, piscines et bibliothèques pour accueillir correctement

quinze millions d'élèves. En admettant, et en militant pour que le mouvement devienne suffisamment puissant pour faire reculer le gouvernement, la question est de savoir où ce dernier prendrait dix milliards ?

Il ne s'agit évidemment pas de les prendre sur les budgets utiles, comme la santé, la protection sociale, le logement populaire, les infrastructures urbaines etc.

Malgré la propagande réactionnaire permanente, les jeunes en mouvement, qui

ont tous des grands-parents, ne peuvent pas croire que les retraites des travailleurs sont un privilège exorbitant.

Il reste donc les budgets consacrés, sous diverses formes, aux capitalistes, à commencer par les 270 milliards d'aides aux entreprises, qui tombent dans les coffres des plus riches. Il faut y ajouter les 91 milliards versés aux banques pour payer la dette de l'État, qui n'a certainement pas été creusée par la jeunesse et, last but not least, les 70 milliards du budget militaire

qui enrichissent les Dassault et autres marchands de mort.

L'approfondissement du mouvement, son élargissement populaire, le 17 octobre par exemple, pourraient donc se faire sous le mot d'ordre : « Des fonds pour l'Éducation, pas pour les milliardaires, pas pour les militaires ».

Un mot d'ordre qui, outre sa logique compréhensible, conteste radicalement l'ordre social.

**Paul Galois**

## Lycée Camille Claudel – Mantes-la-Ville : à l'école de la bricole et du mépris

**Au lycée professionnel Camille Claudel de Mantes-la-Ville, en lointaine banlieue parisienne, les élèves se mobilisent contre les conditions indignes dans lesquelles ils étudient.**

Entre juin et juillet, des travaux ont eu lieu qui ont arraché les câbles électriques, téléphoniques et internet. Depuis la rentrée, c'est le règne de la bricole : les salariés de la vie scolaire doivent utiliser leur portable personnel pour appeler les parents et les tenir informés. Dans un lycée où le numérique était censé être « innovant », le wifi n'est pas accessible, notamment le réseau « élèves », par crainte de surcharger le réseau.

Le constat est le même en ce qui concerne les possibilités de faire cours : de nombreuses salles ne sont toujours pas fonctionnelles et il en manque. Il arrive donc que les enseignants et leurs élèves errent dans les

couloirs avant de trouver refuge au foyer des élèves ou en salle de permanence, sans outils numériques bien sûr. Face au délabrement du lycée, les travailleurs qui s'occupent de l'entretien des locaux doivent faire tous les jours plus avec moins : il n'y a même pas un aspirateur pour travailler !

Autant dire que les élèves avaient bien des raisons d'entrer dans le mouvement de grève lycéen. À partir du 29 septembre, ils ont organisé le blocage du lycée. Ils réclament les salles, les équipements et les enseignants qui leur manquent. La direction, étalant son mépris, a envoyé un mail aux parents : « Je m'étonne de voir qu'autant d'élèves

*ont été aujourd'hui capables d'arriver une heure avant le début des cours pour participer à ces émeutes, alors qu'habituellement nous enregistrons un nombre important de retards souvent justifiés par les parents. (...) Les parents vont être convoqués, des sanctions disciplinaires, financières et pénales sont en cours pour mise en danger d'autrui et dégradations d'établissement scolaire. Élèves et parents en assumeront les conséquences. »*

La direction menace les élèves et leurs parents, tout en demandant aux enseignants de les dénoncer, en traquant sur les réseaux sociaux d'éventuelles images de dégradation. La meilleure réponse à lui apporter est de rejoindre les jeunes qui réclament plus de moyens pour l'éducation.

**Correspondant LO**

## Parcoursup : non à la lutte des places

Dans tous les cortèges lycéens, les slogans fleurissent contre la plateforme d'orientation post-bac Parcoursup.

« Mon futur n'est pas dans une appli », « Parcoursup c'est la lutte des places », « Parcoursup, jeu de dupes » : les jeunes expriment leur sentiment d'injustice et d'inégalité de traitement quant à leur résultat d'orientation.

Et il y a de quoi ! Lancée en 2018, la plateforme, censée permettre à chaque lycéen de formuler ses vœux d'études après le bac, est en réalité un système de tri qui contraint chaque année des centaines de milliers de jeunes à s'orienter vers une autre filière que celle de leur choix, et en laisse des dizaines de milliers sur le carreau, sans

aucune offre d'enseignement supérieur.

Après la première phase de sélection de Parcoursup pour les bacheliers de 2026, 163 000 d'entre eux restaient sans perspective de pouvoir poursuivre des études. Rien d'étonnant, puisque sous l'effet de nouvelles coupes budgétaires, les cursus de licences universitaires ont perdu 53 000 places.

Au lendemain de la manifestation du 13 octobre, Geffray, le ministre de l'Éducation, a promis que Parcoursup allait être « amélioré » et que des « pistes de réflexion » seraient engagées. Il pense peut-être qu'il suffit de raconter de belles histoires aux jeunes pour les endormir...

**Nadia Cantale**



## 3 000 postes dans le chapeau de Geffray

Après avoir cherché à étouffer dans l'œuf la mobilisation lycéenne à coups de gaz lacrymogènes et de gardes à vue, le gouvernement a baissé d'un ton, cherchant à gagner du temps avant les vacances scolaires.

Le ministre de l'Éducation, Édouard Geffray, a ainsi sonné l'heure de l'écoute : les proviseurs ont été désignés volontaires pour se pencher sur les doléances des élèves avec un succès plus que limité, parce qu'on ne rénove pas des bâtiments vétustes avec des leçons de morale. Ce n'est pas l'hypocrisie qui fera taire le sentiment d'injustice : « *Ils ne prennent même pas de notes sur ce qu'on leur dit !* », remarquaient certains lycéens.

Puis, à l'instar du Premier ministre Lecornu, promettant aux automobilistes des fleuves de gazole bon marché, Geffray a inventé une annonce fracassante : 3 000 enseignants inoccupés seraient mis à disposition pour se charger

sur-le-champ des cours non assurés dans 114 lycées prioritaires.

À la rentrée 2026, les syndicats de proviseurs déclaraient qu'il manquait un enseignant dans deux lycées sur trois. Geffray répondait alors qu'il n'y avait que « *quelques dizaines de postes vacants* » dans le secondaire. Le mouvement lycéen aura déjà eu le mérite d'apprendre à compter au ministre de l'Éducation.

Mais de quel chapeau sortent les 3000 enseignants que Geffray prétend envoyer immédiatement arranger la situation ? D'un tout nouveau logiciel développé par l'Éducation nationale, bien entendu « *dopé à l'intelligence artificielle* ». Cela faisait un an que le ministère travaillait sur ce

logiciel, d'après Geffray, et il allait régler le problème mais l'impatiente et ingrate jeunesse entra en lutte juste avant.

Comme on pouvait s'y attendre, quelques heures après l'annonce, le nuage de fumée commençait déjà à se dissiper, avec les témoignages de professeurs de mathématiques auxquels on demandait d'assurer des cours de lettres, ou d'enseignants de français envoyés faire des cours d'anglais. Quant aux « *quelques centaines de contractuels* » que Geffray promet de recruter, ils ne compenseront même pas les 1 500 collègues qui ont vu leur renouvellement refusé en septembre. D'autant que le gouvernement prévoit de supprimer encore près de 1 600 postes d'enseignants.

« *Ça nous incite juste à continuer* » déclarait un lycéen. Que voilà une leçon bien comprise !

Sacha Kami

## Lycée polyvalent – Cachan : « Courage, fuyons »

Vendredi 9 octobre dans la matinée, Édouard Geffray, le ministre de l'Éducation nationale, est venu au lycée polyvalent de Cachan, en banlieue parisienne, sans prévenir.

Initialement, le ministre avait prévu de se rendre au lycée Pauline Roland, dans la ville voisine. Apprenant qu'il risquait d'y être accueilli par un blocus de lycéens et par des enseignants grévistes, il a fait demi-tour et organisé au pied levé une visite du lycée de Cachan, fermé depuis jeudi 1<sup>er</sup> octobre.

Par contre, il y avait foule de caméras et de micros pour enregistrer son annonce de 3 000 professeurs remplaçants qui seraient déployés en urgence.

Cette visite en catimini visait surtout à éviter toute contradiction. Même un groupe de lycéens mobilisés, qui demandaient à rencontrer le ministre, en a été

empêché. Geffray ne souhaitait parler qu'aux membres du conseil de vie lycéenne et de la maison des lycéens. Heureusement, quelques enseignants ont tout de même réussi à le prendre à partie et à s'exprimer auprès des médias qui le voulaient bien, pour rappeler la situation du lycée.

Ils ont dénoncé les angoisses créées par Pronote et Parcoursup, les postes d'AESH et de surveillants qui manquent, la vétusté des locaux, l'absence de cantine dans l'établissement, etc. Le ministre, lui, a parlé des fenêtres brisées le 1<sup>er</sup> octobre, mais n'a pas évoqué les températures, trop froides ou trop chaudes dans les classes, ni les faux plafonds qui tombent, ni les fenêtres qui ne ferment pas ou tombent sur le personnel.

À ce faux dialogue hypocrite, la jeunesse répond par la poursuite de sa mobilisation. C'est bien le seul moyen de déboucher les oreilles des ministres.

Correspondant LO



## Lycée Paul Robert – Les Lilas : profs, parents, élèves, même combat !

Après des journées agitées depuis le début du mouvement, les enseignants du lycée Paul Robert des Lilas, en Seine-Saint-Denis, ont commencé à s'organiser. Ils se sont réunis lundi 12 octobre pour préparer la grève du 13 et retrouver les élèves.

Des discussions ont eu lieu sur le coût des grèves. Mais devant la caisse de grève mise en place par les élèves « pour aider les enseignants », tout le monde était d'accord pour dire que c'était quand même le monde à l'envers, et que se donner les moyens d'assumer une grève dépendait surtout de la détermination de chacun.

L'autre discussion portait sur les moyens de

rendre visible la grève, votée par trente des trente-quatre présents ce jour-là. Message au rectorat, aux parents d'élèves, contact avec la presse, les idées ont fusé. Le plus constructif pour le mouvement a été de s'adresser aux parents d'élèves par un tract que les grévistes sont allés distribuer devant les écoles alentour le 13 au matin. L'accueil positif a marqué ce début de journée de grève. Derrière pancartes et banderoles, les grévistes ont ensuite retrouvé élèves et parents pour partir ensemble à la manifestation parisienne. Une réussite qui donne envie de remettre ça pour les prochaines mobilisations.

Correspondant LO

## Supporte et tais-toi



Le 9 octobre, lors d'un match de football au stade Bollaert à Lens, les supporters ont déployé une banderole « *Stop aux violences policières disproportionnées et systématiques* ». C'est dans cette ville que, quelques jours plus tôt, un lycéen avait perdu sa main gauche à la suite d'un tir de grenade. Le lendemain, un club de supporters du Paris Saint-Germain est allé plus loin, en déployant dans les tribunes du Parc des Princes une

banderole : « *Vos milices répriment, notre jeunesse résiste* ». La sécurité du PSG s'est dépêchée d'intervenir pour faire retirer le message séditieux, entraînant une protestation des supporters.

Ces manifestations témoignent de la colère d'une large partie de la jeunesse. Même dans un stade de football, certains voudraient la bâillonner. De quoi devenir un ultra de la contestation !

Michel Bondelet





## La police dans son rôle

Le 7 octobre, deux jours après qu'un lycéen a eu la main arrachée par une grenade assourdissante tirée par un policier, le ministre de l'Intérieur a annoncé la suspension provisoire de l'usage de ce projectile face aux jeunes mobilisés.

Loin de constituer un engagement à juguler la brutalité policière, le retrait de ce modèle de grenade n'est qu'un écran de fumée. Ainsi, lors des manifestations parisiennes des 6 et 8 octobre, un autre modèle de grenade assourdissante a été utilisé et a blessé deux membres de l'Observatoire parisien des libertés publiques. Déployée depuis 2025, cette arme importée du Brésil se lance à la main ; sa fiche technique explique qu'elle doit exploser à une distance minimale de 10 mètres des manifestants et qu'à courte distance des lésions peuvent

être causées.

De toute façon, les troupes déployées devant les lycées et lors des manifestations – souvent harnachées comme des robocops – peuvent faire usage de toute une gamme d'armes, LBD, lanceurs de grenade lacrymogène, et bien sûr de matraques, qui peuvent infliger des blessures très graves et des mutilations. En décembre 1986, lors d'un mouvement de la jeunesse contre un projet de loi gouvernemental, Malik Ousseine était mort sous les coups de policiers lâchés dans le Quartier latin, à Paris. Cette fois, et



À Lyon, le 13 octobre

c'est peut-être inédit, des images ont aussi montré des véhicules de police utilisés comme des armes, fonçant sur des rassemblements de lycéens.

Face au mouvement dans les lycées, qui gagne peu à peu les universités, le gouvernement répond par la violence pour intimider et effrayer les jeunes et leurs parents. Le nombre de

gardes à vue est ainsi bien significatif puisqu'en trois semaines, il s'est élevé à 6 877, pour la plupart des mineurs, davantage que durant tout le mouvement des gilets jaunes.

La répression est différenciée, elle est plus féroce contre les élèves de lycées populaires qui défient le gouvernement. Cela n'est pas surprenant, car la police

républicaine est dressée pour maintenir un ordre qui réserve aux classes populaires le délabrement des services publics utiles, dont l'école.

Les « forces de l'ordre » social sont là pour défendre la république des riches et des puissants, et, forcément, quand on a un sale boulot, on le fait salement.

**Boris Savin**

## Permis de mutiler

Les préfetures de la région parisienne viennent de prendre un arrêté interdisant « le port d'équipements de protection destinés à mettre en échec tout ou partie des moyens utilisés pour le maintien de l'ordre public dans un rayon de 100 mètres autour des lycées et établissements d'enseignement supérieur ».

Cela vaut pour Paris et les départements de Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne.

Après des mâchoires frassées, un lycéen éborgné et les multiples coups et blessures subies par les jeunes qui manifestaient, le désir de se protéger relève

simplement d'un réflexe de survie et même de la légitime défense. Les jeunes ont vu se précipiter sur eux des policiers ressemblant à des robots de science fiction et équipés d'armes meurtrières. Comme le résumait avec ironie une pancarte brandie dans les manifestations : « la police nous protège, ça crève les yeux ».

Les responsables de la police s'arrogent simplement le droit de blesser, voire de mutiler plus facilement, et d'autoriser leurs hommes à arrêter n'importe qui sous prétexte que sa tenue serait « un équipement de protection ».

**Daniel Mescla**



## Nos lecteurs écrivent : Comment faire ses classes au lycée

Enseignant en lycée professionnel au Havre, j'ai découvert par hasard avec une collègue l'existence d'une « classe défense » au collège Descartes, situé en REP +.

Cette classe est présentée comme un partenariat avec une unité. Cela va du parrainage aux visites de bases militaires en passant par des rencontres régulières avec des soldats et par des projets interdisciplinaires. Et parce que l'armée est partout, tout le temps, il y a aussi les inévitables commémorations ! Ironie, ce n'est pas une classe militaire mais un « dispositif pédagogique développé avec le ministère des Armées » !

Au collège Descartes, la 3<sup>e</sup> défense est une classe « Marine », marrainée par l'unité du porte-hélicoptère amphibie (PHA) *Mistral*. Cela marche tellement bien qu'elle a reçu le prix national « éducation à la défense » du Cidan en 2023 et est devenue classe défense permanente depuis 2025.

Le site du collège

indique qu'il n'y a pas de procédure spécifique pour y entrer. Pas de sélection quand il s'agit de défendre la patrie ! Tout le monde en a le droit mais ceux des quartiers populaires plus que d'autres. Affectés aléatoirement, c'est aux parents de faire la demande pour que leur enfant change de classe. Elle est présentée comme un privilège car les élèves ont accès au *Mistral* ou aux frégates dans le port de Rouen. Un élève a sauté à la Seine depuis l'une d'elle suite à un pari avec un copain, mais cela, le partenariat ne l'évoque pas...

Information supplémentaire : l'enseignant en charge de cette classe, également capitaine de réserve dans la marine nationale, fait régulièrement cours en tenue militaire d'apparat. Il arrive que la salle des professeurs ressemble à un QG de campagne vu le nombre de militaires qui s'y trouvent. Un élève qui a effectué sa 3<sup>e</sup> il y a quatre ans m'a dit : « C'était trop

bien, on a visité le Charles-de-Gaulle et on a tiré au fusil. » Face à ma mine déconfitée, il m'a rassuré : « à balles à blanc, Monsieur, quand même ! » Ouf, me voilà rassuré !



Suite à ce « succès », le collège vient de créer une 4<sup>e</sup> Défense baptisée « 4<sup>e</sup> Drones et robotiques »... À quand une « 5<sup>e</sup> Famas » et une « 6<sup>e</sup> Champ de bataille » ? Toute cette préparation à l'esprit et l'action militaires se fait de façon insidieuse... en sous-marin serait-on tenté de dire.

**Un lecteur**





# Accord Trump-Poutine : **du carburant pour les urnes**

**En annonçant, par un simple message sur son réseau social, un accord avec Poutine, Trump a une nouvelle fois pris le monde par surprise.**

Par-dessus la tête du président ukrainien, dont les États-Unis prétendent être le soutien, Trump serait convenu avec la Russie d'un cessez-le-feu sur les infrastructures énergétiques russes et ukrainiennes, « avec effet immédiat ».

Il n'est pas étonnant, ni nouveau, que les dirigeants des États-Unis maltraitent leur allié. Le diplomate américain Henry Kissinger disait lui-même : « Être un ennemi des États-Unis est dangereux, être un ami des États-Unis est fatal. » Si les médias, en France et en Europe, feignent d'être choqués, c'est surtout parce que le mépris de Trump pour Zelensky laisse espérer aux dirigeants européens

un regain d'influence en Ukraine. Les « droits des populations », tous les grands dirigeants du monde s'en moquent.

Quant aux motivations de Trump, il faut les chercher dans l'approche des élections de mi-mandat. En effet, aux États-Unis comme ici, les prix à la pompe et ceux de l'énergie en général explosent. Et l'accord conclu avec Poutine concerne justement les « infrastructures énergétiques », notamment les raffineries. Il stipule que la Russie pourra de nouveau exporter son diesel ainsi que quatre millions de tonnes de gaz vers les États-Unis. Cela fera-t-il réellement baisser les prix ? En tout cas, cela

aura un impact symbolique et c'est ce qui compte pour les élections. Par cet accord, Trump espère redorer son blason auprès de son électorat, touché par l'inflation. Sans doute, veut-il aussi endosser le rôle du « pacifiste » œuvrant pour l'arrêt des combats, ce qu'il promettait d'être lors de sa campagne électorale et qu'il affirme représenter, contre toute réalité.

Il est surtout notable que Trump prétend faire baisser les prix du gazole en allant en chercher en Russie alors que les États-Unis sont le premier producteur mondial de pétrole et que les plus grandes compagnies pétrolières sont américaines. Mais il n'est pas question que Trump impose quoi que ce soit à ces puissances économiques-là. Les



La raffinerie Gazprom Neft à Moscou.

prix élevés de l'énergie sont une aubaine pour ces compagnies et elles ne baisseront pas leurs prix. Les problèmes

électoraux de Trump, un des leurs pourtant, ne les ont pas fait bouger d'un cil.

**Pierre Royan**

## Bab-el-Mandeb : la porte des pleurs

**Le 12 octobre, l'OIM, organisme de l'ONU spécialement chargé des migrations internationales, a rapporté la mort en mer de 139 migrants et la disparition de 84 autres.**

Il s'agissait d'Éthiopiens tentant de gagner le Yémen en traversant d'ouest en est le détroit de Bab-el-Mandeb, à l'entrée de la mer Rouge.

Le même organisme recueille à Djibouti des milliers de Yéménites qui, pour fuir la guerre eux aussi, ont fait le trajet d'est en ouest, au péril de leur vie. Dans les deux sens, pour tenter de vivre et de faire vivre leur famille loin des massacres, des dizaines de milliers de personnes tentent la traversée. Et personne ne sait même combien d'entre elles se noient.

Bab-el-Mandeb, dont le nom en arabe signifie « la

porte des pleurs » est pourtant un détroit très fréquenté. Plusieurs dizaines de grands cargos, pétroliers et porte-conteneurs y passent chaque jour. Les flottes américaine, française, italienne, britannique et autres y font croiser leurs navires de guerre en permanence. Le moindre banc de sardines y est immédiatement repéré par les satellites et les sonars militaires, même si les pêcheurs ne se risquent plus guère à sortir en mer. Les grandes puissances, États-Unis, France, Italie, Japon, Chine et même l'Arabie saoudite entretiennent chacune

une base militaire permanente à Djibouti et d'autres, un peu plus loin dans l'océan Indien. Mais tous ces moyens ne sont d'aucune utilité aux malheureux qui tentent la traversée sur des canots pneumatiques surchargés. Au contraire même, cette débacle de forces est la manifestation la plus visible de leur malheur.

Car la guerre que les populations fuient, au Yémen comme en Éthiopie, dans la péninsule arabique comme en Afrique de l'Est, est voulue, entretenue, attisée et financée par les grandes puissances dans leur volonté de dominer ce passage stratégique et, au-delà, les champs pétroliers et le monde entier.

**Paul Galois**

## États-Unis : exécution publique, la barbarie en exemple

**Nidal Hasan, un psychiatre militaire islamiste qui avait tué 13 personnes en 2009 sur une base de l'armée au Texas doit être exécuté le 3 décembre.**

Il « sera fusillé par des soldats, comme il se doit, et nous veillerons à ce que le public puisse y assister », a déclaré le secrétaire à la Défense d'extrême droite, Pete Hegseth, deux semaines après l'exécution ratée de Christa Pike par injection.

La dernière exécution militaire par peloton remonte à 1945. Depuis, les États-Unis ont exécuté des centaines de condamnés par des moyens aussi divers que barbares : chaise électrique, injection létale, inhalation d'azote, pendaison... La peine de mort a été interdite pendant quelques années, et depuis qu'elle a été rétablie en 1976, plus de 1 600 personnes ont été exécutées. Il s'agit pour l'essentiel de pauvres, de Noirs ou d'Hispaniques.

Vingt-trois des cinquante États ont aboli la peine de mort, d'autres ne l'utilisent plus, et l'opinion est de moins en moins favorable à la peine capitale. Mais certains États exécutent beaucoup, en

particulier dans le Sud. Lors de son retour au pouvoir, Trump a levé le moratoire fédéral et depuis, il œuvre à l'application des sanctions capitales. Il a demandé la peine de mort pour Luigi Mangione, qui avait tué le patron d'une compagnie d'assurance médicale, ou encore pour l'homme qui a tué l'influenceur d'extrême droite Charlie Kirk. En 1989, Trump, alors promoteur immobilier new-yorkais, avait payé des publicités de pleine page dans la presse pour exiger la peine de mort pour cinq adolescents noirs et hispaniques. Après avoir passé cinq à quatorze ans en prison, ces jeunes que Trump vouait à l'échafaud ont été innocentés.

Quant à la pratique d'exécutions publiques, elle a disparu dans la plupart des pays du globe. Elle subsiste cependant en Iran et en Afghanistan, deux pays régulièrement fustigés par Trump pour leur barbarie.

**Michel Bondelet**



Réfugiés yéménites arrivés à Djibouti en septembre 2026.



# Israël: Netanyahu veut faire taire les témoins

Alors que les élections législatives sont prévues en Israël pour le 27 octobre, Netanyahu se déploie pour faire taire toute voix mettant en cause sa version de la guerre menée à la population palestinienne et sa responsabilité dans la montée en puissance du Hamas, jusqu'à et y compris l'attaque du 7 octobre 2023.

Le documentaire *Naza*, primé à Venise, dénonce les crimes commis par l'armée à Gaza. Les deux courageux cinéastes israéliens y présentent des témoignages d'officiers et de soldats qui ont participé à l'assassinat de cibles repérées comme militants du Hamas, au milieu de leur entourage, de leur famille, lors d'un processus allant du renseignement au bombardement à l'aide d'armes pilotées par IA. « *Naza* » est l'acronyme utilisé par l'armée pour les « dommages collatéraux » estimés négligeables, même s'ils se comptent en centaines de victimes.

Dans le cadre de ce massacre de la population gazouie, 74 000 morts décomptés à ce jour dont 21 000 enfants, 24 témoins racontent une partie de l'horreur, à visage dissimulé et voix volontairement déformée. Cet aveu a été diffusé deux jours durant dans quelques salles de 50 pays, et sera semble-t-il mis ultérieurement en ligne par le journal britannique *The*

*Guardian*. « Mais ceux qui ont le plus besoin de le voir, affirme à juste titre Yuval Abraham, l'un des deux réalisateurs, ce sont les Israéliens, les Américains qui financent tout cela, les Allemands, tant d'Européens qui contribuent aux rapports de force permettant que cela continue, que les tueries à Gaza continuent ».

*Naza* a d'ores et déjà provoqué la colère de l'état-major israélien et du Premier ministre. Après avoir été présentés comme des personnages subalternes, les témoins sont maintenant accusés « d'atteinte aux intérêts diplomatiques et sécuritaires » de l'État et font l'objet d'une enquête. Les auteurs du documentaire sont quant à eux menacés par le pouvoir, notamment, d'être déchus de leur nationalité israélienne. Mais, en tentant de faire taire ceux qui dénoncent ses crimes, Netanyahu ne fait que les confirmer, s'il en était besoin.

Netanyahu utilise l'écrasement des Palestiniens à Gaza et la guerre qui leur est menée en Cisjordanie pour



Une image du film *Naza*.

souder une partie des Israéliens autour de lui et tenter de gagner la bataille électorale serrée contre l'opposition. Cette dernière essaie de son côté de le déstabiliser à l'aide de « révélations » sur ses défaillances lors de l'attaque du Hamas. Ainsi, le 8 octobre, un général, ancien secrétaire militaire du Premier ministre, a affirmé sur la chaîne israélienne N12, que Netanyahu a consciemment repoussé des accords avec le Hamas qui auraient

conduit à libérer des otages, privilégiant la survie de son gouvernement, dont les ministres d'extrême droite étaient hostiles à un cessez-le-feu. Selon le parti de Netanyahu, qui n'est pas à une exagération près, il ne s'agirait que d'une opération visant à « renverser le gouvernement de droite et à mettre en place un gouvernement de gauche qui créera un État palestinien ».

Cette nouvelle révélation jouera peut-être un rôle dans

la campagne électorale où Netanyahu vise une victoire pour échapper encore aux poursuites judiciaires qui pèsent sur sa tête depuis des années. Mais la politique meurtrière dans laquelle il entraîne la population d'Israël, dénoncée par les auteurs de *Naza* et les témoins dont ils font entendre la voix, reste à son agenda, comme à celui des grandes puissances qui le soutiennent.

Viviane Lafont

## Samsung: nano-puces et giga-profits

Le groupe coréen Samsung vient de battre le record historique de profits réalisés en un seul trimestre, avec 80,2 milliards de dollars accumulés entre juillet et septembre. Il écrase les résultats des compagnies pétrolières, des entreprises du secteur internet et des puissants fonds financiers.



Samsung doit l'essentiel de ces profits extravagants à sa division Device Services qui produit les puces mémoires dites DRAM, utilisées dans les ordinateurs, les téléphones portables et surtout les serveurs des data centers indispensables à l'IA. En concurrence féroce pour développer les supports physiques et les capacités de calcul de l'IA, les géants Alphabet (Google), Amazon, Meta (Facebook, Instagram) ou encore Microsoft et Oracle font construire à tour de bras de gigantesques centres de stockage de données. Outre de l'eau et de l'électricité, ces derniers nécessitent des millions de puces DRAM fabriquées par Samsung ou SK Hynix et des processeurs fabriqués surtout par Nvidia. Lancés dans une course folle pour s'imposer face à leurs concurrents, les géants du

numérique multiplient les commandes de puces dont les prix flambent, pour le bonheur des actionnaires.

Ainsi Samsung a vu le prix de son action multiplié par six en un an et sa capitalisation boursière dépasser 1 300 milliards de dollars. Celle de Nvidia a dépassé 5 000 milliards de dollars en août alors que son chiffre d'affaires n'est « que » de 130 milliards. Alors que l'IA ne rapporte encore rien aux entreprises qui la développent, que son intérêt pour l'humanité et le rythme de son développement ne sont jamais discutés, elle attire les capitaux du monde entier, alimentant une immense bulle spéculative. En attendant que la bulle éclate, au risque de provoquer un séisme économique mondial, les actionnaires et les financiers s'enrichissent.

Pendant ce temps, des travailleurs produisent

des puces électroniques, construisent des data centers et des centrales électriques pour les alimenter. Sans eux, pas d'intelligence artificielle mais surtout pas de profits. Les actionnaires de Samsung l'ont appris à leurs dépens : en avril 2026, confrontée à un arrêt de travail et à la simple menace d'une grève dans cette division, la direction du groupe a concédé une augmentation de salaire de 6,2 % aux 130 000 salariés de la branche électronique et une prime de près de 300 000 euros aux 78 000 salariés de la division des puces. Même si ces primes ont été principalement concédées sous forme d'actions du groupe, qui peuvent s'effondrer du jour au lendemain, la réaction des patrons de Samsung montre qu'ils redoutent que la mobilisation des travailleurs ne tue la poule aux œufs d'or.

Xavier Lachau



## Colombie : entre l'armée et les narcos

**Après que l'armée a tué un de ses chefs, un groupe paramilitaire est parvenu à paralyser pendant plusieurs jours toute activité autour et dans la ville de Santa Marta.**

La ville, qui compte près de 600 000 habitants, est la principale destination touristique de la côte caribéenne colombienne. Mais son port est aussi une plaque tournante du trafic de cocaïne, contrôlé localement par un groupe de narcotrafiquants paramilitaires : les ACSN (Autodefensas conquistadoras de la Sierra Nevada).

Depuis les années 1990 les paramilitaires, financés par les grands propriétaires ou les groupes capitalistes, ont servi de supplétifs à l'armée dans la lutte contre les guérillas. Ils ont commis des dizaines de massacres de paysans dans la seule région caribéenne, assassiné par milliers des dirigeants de communautés rurales, mais aussi des

militants ouvriers communistes ou syndicalistes.

Ils ont pu compter sur le soutien de politiciens dont ils assuraient, par la terreur, les campagnes électorales. Parmi eux, Alvaro Uribe, président de 2002 à 2010, ne se gêna pas pour donner, à l'occasion, un coup de main au trafiquant Pablo Escobar.

Lors des accords de paix négociés entre les gouvernements précédents et les différents groupes armés, les paramilitaires de cette région ont voulu se donner l'apparence de mouvements politiques. L'actuel président d'extrême droite, Abelardo de la Espriella, alors avocat, s'est considérablement enrichi en leur servant de conseiller juridique. Des accords ont été conclus avec certains chefs et les

activités de narcotrafic ont pu ainsi croître tranquillement ces dernières années. Ce qui n'empêche pas les ACSN de se financer également par l'extorsion sur les communautés rurales qu'elles terrorisent, ainsi que sur une partie du patronat local, en particulier de l'industrie du tourisme. Si la bourgeoisie se moque bien du sort des communautés rurales, elle ne peut accepter d'être rançonnée.

Depuis son arrivée au pouvoir en juin, de la Espriella, cherche à montrer qu'il mène à bien sa politique d'extermination des différents groupes armés. Il s'affiche donc régulièrement devant les caméras, un fusil à la main, ou posant devant

les cadavres des victimes de ses opérations militaires. Quand le 21 septembre, dans la région de Santa Marta, un des chefs des ACSN a été tué par l'armée, le groupe criminel a répondu par plusieurs jours de terreur sur la ville. Des tueurs à moto l'ont sillonnée, obligeant les commerces à fermer et mitraillant les récalcitrants. La route nationale, axe principal de la région, a été coupée, et toutes les activités se sont interrompues. Malgré l'envoi sur place de plusieurs centaines de soldats et policiers, de la Espriella a raté sa démonstration. La population, elle, s'est retrouvée prise en tenaille. Parmi les victimes de l'opération militaire, un

salarié agricole de 18 ans, totalement étranger à l'affaire, a pourtant été assassiné par l'armée et présenté à la presse comme un narco. Dans les années 1990-2000, l'armée usait des mêmes mensonges, massacrant des paysans qu'elle présentait comme des guérilleros.

Quels que soient les différents qui peuvent opposer aujourd'hui le président réactionnaire et les paramilitaires qui ne le sont pas moins, la population des zones rurales, et parfois les travailleurs des villes, sont pris entre ces bandes armées : celle des narcos et celle de l'État, parfois alliés, parfois en guerre, mais complices sur le fond.

**Antoine Ferrer**



L'armée dans les rues de Santa Marta le 23 septembre.

## Turquie : scandale dans le parti d'Erdogan

**Dans un cercle proche du président turc, Recep Tayyip Erdogan, certaines personnalités bien introduites bâtissaient des fortunes en pillant les ressources de l'État. Ce n'est certes pas surprenant, mais la chose leur était devenue plus difficile du fait de la crise économique.**

Pour faire des affaires, ces personnalités proches du pouvoir se sont tournées vers la Bourse. En se regroupant pour faire pression sur

celle-ci et les organismes qui la contrôlent, elles ont gagné des millions. Mais tout a une fin : un scandale a éclaté mi-septembre,

prenant tous les jours de l'ampleur. Une vérité dissimulée depuis plusieurs années a été révélée lorsque, le 26 septembre, Fatma Betül Sayan Kaya, vice-présidente du parti d'Erdogan, l'AKP, et fille politique du président-dictateur, a été forcée de démissionner.

Deux jours plus tard, une autre figure de l'AKP a écopé d'un mandat d'arrêt, rejoignant cinquante autres déjà sous les verrous. Tous sont impliqués dans une vaste tricherie boursière, pratiquée avec cynisme tant ils étaient convaincus de leur impunité. Les médias turcs évoquent un système basé sur 131 fonds d'investissement, détenus par sept sociétés, à la tête d'actifs valant plus de 826 milliards de livres turques (14,8 milliards d'euros). Ces sociétés ont toutes été placées en liquidation le 17 septembre par l'autorité turque des marchés de capitaux, le S-PK, qui a fait savoir qu'elles gèrent les biens de plus

de 455 000 investisseurs individuels.

Le fait est que des dizaines de fonds d'investissement – et les groupes financiers qui les détenaient – ont affiché pendant des mois des rendements spectaculaires, propulsant la Bourse turque à des sommets historiques. Ainsi le gestionnaire d'actifs Tera a vu la valeur boursière de son fonds principal bondir de 60 000 % en seulement trois ans. De son côté, la Destek Finans Faktoring a vu la sienne grimper de 7 000 % 17 mois après son introduction en Bourse.

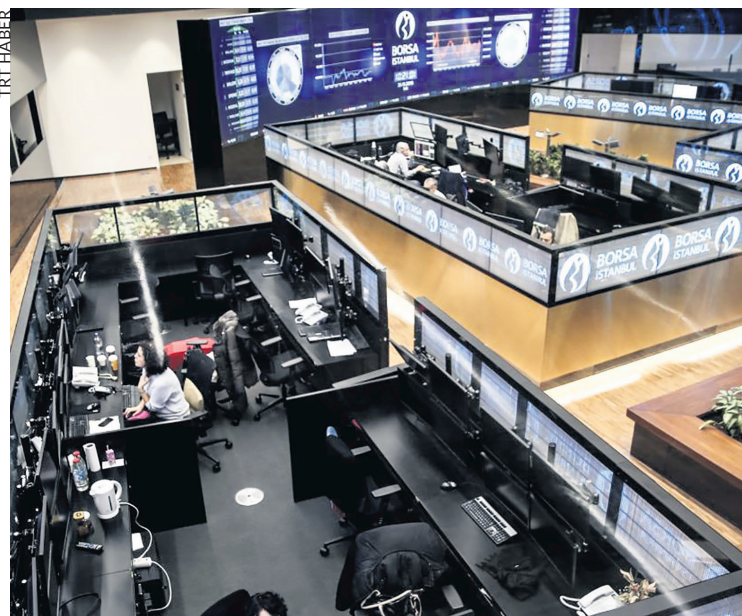
Ce système mafieux aurait pu continuer d'opérer longtemps, mais les puissances tutélaires de la Turquie avaient averti ses dirigeants de cette pente dangereuse. C'est probablement dans ce cadre que le ministre de l'Economie, Mehmet Simsek, avait signalé des « anomalies boursières » et menacé d'une nouvelle réglementation. Visiblement le poids du ministre a été insuffisant et en

juin, MSCI, un opérateur de marchés, a laissé entendre que, faute d'intervention des régulateurs, la Turquie risquait d'être rétrogradée du statut de « marché émergent » à celui de « marché frontière », à l'instar de la Tunisie ou de la Roumanie.

Suite à ces avertissements et au scandale en cours, Erdogan se trouve en position délicate. Tout en ne pouvant réellement sanctionner ce groupe mafieux de son entourage, il doit prendre en compte la colère de 455 000 investisseurs particuliers privés de leurs espoirs d'enrichissement... qui pourraient le lui faire payer cher lors des élections qu'il espère organiser en 2028.

Quant aux millions de travailleurs appauvris par l'inflation qui ravage leur pouvoir d'achat, ils ne peuvent être qu'un peu plus scandalisés par cette nouvelle affaire, qui met encore une fois le projecteur sur les profiteurs de ce système.

**Julien Silva**



La Bourse d'Istanbul.



## Pologne 1956 : le soulèvement de Poznan et les conseils ouvriers

En Europe de l'Est l'année 1956 fut celle d'une vague de révolte, dont le point d'orgue fut la révolution hongroise. Mais plusieurs pays furent ébranlés et d'abord la Pologne, où la classe ouvrière fut capable de mettre en place des conseils ouvriers.

La constitution du bloc dit des pays de l'Est était le fruit de l'ordre mondial mis en place à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Après la victoire soviétique à Stalingrad, début 1943, il était devenu clair pour l'impérialisme américain et son allié britannique que la fin de la guerre devait être anticipée. Ils savaient que l'effondrement militaire de l'Allemagne et du Japon pouvait déboucher sur des soulèvements et une vague révolutionnaire. Il fallait donc que, partout, des États et des armées fiables du point de vue des intérêts des vainqueurs soient en place pour maintenir l'ordre.

La présidence américaine de Roosevelt avait su durant la guerre s'appuyer sur l'URSS stalinienne. Une nouvelle Sainte Alliance fut scellée à la fin de la guerre, lors de conférences internationales, dont la plus connue est celle de Yalta, en février 1945, lors de laquelle la bureaucratie stalinienne confirma son rôle de partenaire dans le maintien de l'ordre social au côté des puissances impérialistes. Là où son armée remporterait des victoires, notamment en Europe de l'Est, elle promettait de mettre en place des gouvernements d'union nationale, loin de toute idée de révolution. Ainsi, au fur et à mesure que l'armée soviétique repoussait l'armée nazie, elle prenait bien soin de dissiper les illusions des populations. Fin 1944, elle laissa les insurgés de Varsovie se faire massacrer par les renforts envoyés par Hitler, alors même qu'ils s'étaient soulevés à l'approche de l'armée soviétique, qui attendait, l'arme au pied, leur défaite avant de prendre Varsovie.

Mais le pacte entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique ne pouvait durer. Une fois la peur de la révolution écartée, les États-Unis se retournèrent contre l'URSS. Et, dès fin 1947, le

monde entra dans ce qu'on allait appeler la guerre froide. Pour défendre sa mainmise sur les pays où elle était militairement présente, la bureaucratie soviétique mit alors en place des régimes à sa dévotion qui devinrent les « démocraties populaires ».

La politique de la bureaucratie russe n'avait depuis longtemps plus rien à voir avec celle des révolutionnaires de 1917. Même si la situation l'obligeait à nationaliser plus ou moins complètement l'économie dans ces pays, elle mit sur pied des États antiouvriers. De plus, elle ne chercha pas à les unifier économiquement et politiquement. Craignant de ne pas être capable de dominer une telle entité, elle préféra diviser pour régner. Elle n'en voulait pas moins que les dirigeants de ces pays lui soient soumis et elle craignait les tendances nationalistes qui pouvaient s'y développer d'autant plus facilement que la domination de l'URSS apparaissait de plus en plus odieuse aux yeux des populations.

### La mort de Staline

Quand Staline mourut le 6 mars 1953, la bureaucratie soviétique perdit l'arbitre suprême qui assurait la stabilité de sa domination. Elle pouvait craindre que sa mort entraîne des mouvements d'émancipation, notamment dans les pays de l'Est. Et, de fait, les premières secousses vinrent vite, d'abord de Tchécoslovaquie.

En juin 1953, une grève éclata dans la ville industrielle de Plzen, suivie d'une vague de grèves dans les centres industriels importants du pays, rapidement écrasées par l'armée. Puis, le 16 juin 1953, ce furent les ouvriers du bâtiment des chantiers de la Stalin-Allee à Berlin-Est qui descendirent dans la rue contre l'augmentation des normes de travail. La grève devint insurrection, entraînant tous les travailleurs de Berlin-Est, puis ceux de Leipzig, Rostock et Dresde. La répression fut à la mesure des craintes des dirigeants : 25 000 travailleurs furent arrêtées, 42 condamnés à mort.

Le second événement politique qui secoua le bloc de l'Est fut le *Rapport Khrouchtchev* prononcé en 1956 au 20<sup>e</sup> congrès du parti d'Union soviétique. Khrouchtchev, le successeur de Staline, annonça la « déstalinisation ». De fait, les dirigeants de la bureaucratie reniaient Staline pour sauver leur pouvoir. Le rapport, qui devait rester secret, fut connu largement, notamment dans les pays de l'Est, avec d'énormes répercussions.

### Le soulèvement de Poznan et l'octobre polonais

C'est en Pologne qu'eut lieu la première explosion sociale. Le 27 juin 1956, 15 000 ouvriers de l'usine de locomotives Staline se mirent en grève pour des augmentations de salaire. Le 28, ils manifestèrent vers le centre-ville où une foule était présente pour une foire internationale. De



Poznan, octobre 1956. Sur la pancarte : « Nous exigeons du pain. »

nombreux participants se joignirent à eux et les slogans se radicalisèrent : « À bas les bonzes ! À bas l'occupation soviétique ! Vive la liberté, le pain et la justice ! » Un groupe de manifestants envahit le siège de la police et s'empara des armes. D'autres attaquèrent le tribunal, la radio. Les prisonniers enfermés par la Sécurité furent libérés par les insurgés. La grève s'étendit à toutes les entreprises de la ville. Les chars russes entourèrent Poznan mais les forces de répression et les chars du pouvoir polonais se chargèrent d'intervenir, tuèrent plus de 50 personnes et en arrêtèrent 2 000.

Cette répression ne mit pas fin à la contestation, qui se propagea à tout le pays. Des assemblées générales se multiplièrent dans les entreprises. En septembre, dans l'usine automobile FSO de Varsovie, à l'initiative de militants de base du Parti ouvrier unifié de Pologne (POUP), le parti au pouvoir, et contre l'avis de la direction régionale, un conseil de délégués ouvriers fut élu. « C'est difficile de dire qu'il s'agissait de quelque chose d'organisé, c'était la spontanéité. Des délégations de diverses entreprises venaient nous voir et c'est ainsi que chez nous s'est mis en place une sorte d'état-major », raconte un de ces militants de base.

Au même moment, la direction du POUP cherchait

à prendre ses distances avec la tutelle russe en imposant un changement de dirigeant à la tête de l'État. Elle voulait élire Wladyslaw Gomulka, un ancien dirigeant expulsé du parti, emprisonné en 1949, libéré en 1954 mais toujours en résidence surveillée. Pour la bureaucratie russe, ce simple geste était un affront tel que, le 19 octobre, des membres du Bureau politique et du gouvernement soviétiques, Khrouchtchev en tête, vinrent en Pologne. La garnison russe stationnée dans le pays reçut ordre d'avancer vers Varsovie, où la population était en effervescence. Des ouvriers s'armèrent. Des groupes furent envoyés au-devant des troupes polonaises, d'autres mirent en place des barricades aux entrées de la ville.

Les dirigeants russes préférèrent reculer, acceptèrent la nomination de Gomulka et l'armée fut renvoyée dans ses casernes. Mais les bureaucrates russes ne pouvaient imaginer qu'à peine quelques jours plus tard, en Hongrie, le 23 octobre, la révolution allait éclater.

En Pologne, la nomination de Gomulka évita l'embrasement. Celui-ci savait qu'il avait pu tenir tête à Khrouchtchev grâce à la mobilisation ouvrière mais, en même temps, celle-ci pouvait le menacer. Tout en légalisant les conseils ouvriers, il chercha immédiatement à limiter leur pouvoir. Pendant plusieurs mois, ceux-ci continuèrent à exister. Mais le recul de la mobilisation ouvrière et la défaite de la révolution en Hongrie permirent au pouvoir polonais de réduire de plus en plus leur autorité. En 1958, il finit par les dissoudre car, même s'ils avaient été de plus en plus intégrés à l'État, ils avaient incarné un type de démocratie ouvrière que ni le régime polonais ni la bureaucratie russe ne pouvaient tolérer.

Pierre Royan



En juin 1953 à Berlin, sur la Stalin-Allee.



## 17 octobre : ce ne doit être qu'un début !

À quelques jours de l'échéance, la date du 17 octobre est apparue parmi les classes populaires et la jeunesse mobilisée comme un point de ralliement pour exprimer leur colère devant la dégradation de moins en moins supportable de leurs conditions d'existence.

Lancés il y a plus d'un mois sur les réseaux sociaux, relayés par des collectifs d'anciens gilets jaunes, les appels ont pris des formes variées selon les villes et les régions : manifestations classiques, rassemblements sur des ronds-points ou devant des dépôts pétroliers et parfois des appels à la grève, notamment dans le commerce.

Une pétition en ligne appelle à manifester contre la hausse des prix, contre la précarité et la pauvreté, pour de meilleures conditions de travail, pour le pouvoir d'achat et même contre la violence policière. De nombreux syndicats locaux ont relayé l'appel.

Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, déclarait cinq jours avant l'échéance « *La montée du 17 octobre montre l'ampleur de la colère et donc, partout où les conditions seront réunies, la CGT en sera* », sans préciser comment sa confédération comptait s'impliquer.

Il faut que le maximum de travailleurs se saisissent de cette journée pour affirmer qu'ils n'acceptent plus de subir. Au-delà de la flambee des prix, qui plonge des millions de familles dans la gêne, le monde du travail subit une offensive de la classe capitaliste et du gouvernement. Une mobilisation massive le 17 octobre permettrait de préparer la

suite. Et pour que celle-ci ne débouche pas sur une impasse, comme le mouvement des gilets jaunes, il faut savoir pour quels objectifs et contre qui on se bat, mais aussi comment s'organiser. Face à la hausse des prix, tous les dirigeants politiques réclament la baisse des taxes et dénoncent l'État qui s'en mettrait plein les poches. Mais c'est une fausse bonne idée. Si l'État baisse les taxes, il ne compensera pas le manque de recette en prenant sur les dizaines de milliards versés au patronat mais en réduisant encore le budget des hôpitaux, celui des lycées ou des universités.

Ceux qu'il faut faire payer, ce sont les capitalistes, en commençant par les plus gros. La seule façon d'augmenter notre pouvoir d'achat, c'est d'imposer l'augmentation des salaires et des pensions et leur indexation. La force des



À Paris en septembre 2025.

travailleurs n'est ni sur les ronds-points ni devant l'Élysée ou Matignon, elle est dans les entreprises où ils fabriquent les profits. Pour être efficace, la mobilisation doit être dirigée contre le

grand patronat, car ce sont les capitalistes qui fixent les prix, qui bloquent nos salaires, qui suppriment les emplois et ferment les usines.

Xavier Lachau

## CGT : l'attentisme de la direction

La direction confédérale de la CGT a choisi d'avoir un ton évasif sur la journée du 17 octobre, mais aussi d'appeler à un autre rendez-vous, deux semaines plus tard, le 5 novembre, parlant cette fois-ci d'une mobilisation « tous ensemble ».

En insistant sur le caractère intersyndical de cet appel, elle prend de fait ses distances avec l'appel au 17 octobre.

Dans le communiqué transmis par la confédération et repris dans les régions, la CGT annonce qu'elle soutiendra cette mobilisation « partout où

les conditions seront réunies ». Ce n'est pas un appel à la mobilisation mais une simple adaptation... à ce qui se passera.

C'est que les dirigeants de la CGT se méfient comme de la peste de tout mouvement dont ils n'auraient pas la direction et que les travailleurs pourraient prendre en main. Les dirigeants de la CGT, comme ceux des autres confédérations, au-delà du ton, entendent rester responsables, intégrés dans le système et ne voudraient en aucun cas tenter d'ouvrir des perspectives plus audacieuses.

Paul Sorel

## Notre camarade Dominique Geindreau

Notre camarade Dominique Geindreau, que nous appelions Rogis, nous a quittés brutalement jeudi 8 octobre à l'âge de 75 ans.

Dominique avait été profondément marqué par l'explosion sociale de mai-juin 1968, à laquelle il avait participé activement. Après avoir rejoint les rangs de Lutte ouvrière, il milita à la SNCF et, en particulier, pendant de longues années, sur le site de Villeneuve-Saint-Georges. Il fut de toutes les luttes, prenant des responsabilités, syndicales et politiques, animant notre presse d'entreprise. Surtout, il contribua

activement à faire en sorte que les cheminots puissent mener leurs grèves démocratiquement, grâce à des comités de grève. Ainsi, il milita pour la coordination nationale intercatégoriques des cheminots, aux côtés de Daniel Vitry, lors de la grève pour les salaires de l'hiver 1986-1987.

En 1991, il était aux côtés des travailleurs auxiliaires marocains, qui faisaient un travail dangereux, accrochant et décrochant les wagons du fret sur ce qui était alors l'un des plus importants triages de France. Ils avaient engagé la lutte pour obtenir une prime de 150 francs, une augmentation de 6 % de leurs salaires et le paiement des jours de grève. Grâce à leur détermination et à leur organisation, ils avaient obtenu en partie satisfaction. Dominique, qui travaillait au service commercial, avait été avec eux en permanence,

militant auprès des cheminots pour défendre la lutte des auxiliaires marocains. Et ce n'était pas facile, comme lorsque la direction avait tenté de séparer le local où les cheminots prenaient leurs repas en deux parties, isolant par la construction d'un mur les auxiliaires marocains des autres travailleurs. Dominique avait mené la contestation contre cette ignominie.

Son action militante, son sens de la démocratie ouvrière, lui avaient valu d'être exclu de la CGT dès la fin des années 70, avant d'être réintégré de longues années plus tard.

Dominique était un camarade soucieux de transmettre son expérience. Il était parfois un peu soupe au lait, avec des colères célèbres, mais bien que malade depuis près de vingt ans, il restait debout, apportant un capital politique précieux aux plus jeunes camarades. Il va nous manquer. Mais comme il l'a toujours voulu, le combat, son combat continue. Salut camarade !

DR



## Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 258 (septembre-octobre 2026)

- Présidentielle 2027
- La guerre en Ukraine
- Israël-Palestine
- Espagne, la gauche au gouvernement
- Cuba étranglée par l'impérialisme
- 80 ans de départementalisation
- 1918-1923 : l'Allemagne en révolution
- La Voie de Lénine

Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.





## PFAS : le poison est dans l'œuf

Des journalistes du réseau régional Ici de France 3 et de Radio France ont fait pratiquer dans toute la France un dosage de la contamination des œufs par les polluants éternels, les PFAS. Les résultats publiés sont révélateurs.

On sait qu'au-delà d'une certaine dose ingérée, les PFAS, des molécules utilisées dans l'industrie chimique, peuvent engendrer des cancers, des troubles neurologiques et dérégler le système immunitaire. Il est évident qu'il faudrait mesurer et suivre de très près la contamination des produits alimentaires par les PFAS. Les œufs permettent justement de mesurer cette contamination et d'en retracer l'origine, car les poules absorbent les PFAS là où elles picorent, les transmettant ensuite à leurs œufs.

Or, si on pouvait évidemment s'attendre à ce que des œufs produits aux environs de sites industriels comme le couloir de la chimie dans le Rhône soient plus contaminés, des taux anormalement élevés ont été mesurés chez des

petits producteurs éloignés de ce type de zone. L'explication en est que des années plus tôt, des boues d'épuration avaient été épanchées sur les terrains où les poules ont été élevées.

En Suisse, les épandages sur des sols agricoles de ces boues, considérées comme un bon engrais, ont été interdits il y a plus de vingt ans, dès 2003, avant même qu'on ne parle de PFAS, leur toxicité étant déjà identifiée. En France, l'État n'a pas pris de telles mesures de santé publique. Il a préféré créer un « fonds de garantie des risques liés aux épandages » pour « rassurer les agriculteurs pour qu'ils continuent à accepter de prendre ces boues comme fertilisants » comme l'a affirmé un sénateur à l'origine de la

création de ce fonds. Une interdiction aurait en effet nui aux producteurs de boues, notamment les industriels du papier, qui auraient dû alors payer pour les faire incinérer ou les mettre en décharge plutôt que les vendre !

Ce que découvrent et révèlent aujourd'hui les journalistes était donc connu de longue date des services de l'État, qui l'ont caché à la population, pour préserver les intérêts des industriels du papier. Quel que soit le sujet, s'en remettre à l'État pour contrôler ce qui se passe, est le plus sûr moyen que tout soit étouffé.

Pierre Royan



## Eramet : un intérêt général très particulier

Lundi 12 octobre, l'Élysée a fait savoir que la part de l'État dans le capital de la société Eramet allait passer de 27 à 50 %.

L'opération revient au rachat d'une partie des actions détenues par la famille Duval, pour 300 millions d'euros d'argent public.

Or, si Eramet a fait de mauvaises affaires ces dernières années, la famille Duval en fait, elle, de très fructueuses depuis deux siècles, au point d'être classée 62<sup>e</sup> fortune française par le magazine *Challenges*. L'État justifie ce magnifique cadeau en invoquant l'intérêt général. Eramet, vaste société internationale au capital dépassant le milliard d'euros, détient au Gabon, en Indonésie, en Argentine, au Sénégal, des mines produisant des métaux rares. Elle est aussi l'actionnaire principal des mines de

nickel en Nouvelle-Calédonie, pièces essentielles de l'économie de l'île. Il serait donc nécessaire, d'après l'Élysée, de ne pas laisser partir ces richesses dans des mains inconnues...

En fait, comme toujours, l'intérêt général dont ces gens se gargarisent est le masque de l'intérêt immédiat, particulier, sonnante et trébuchant d'une famille de la grande bourgeoisie, en l'occurrence les Duval, qui vont toucher, pour le prix de leur mauvaise gestion, trois cents millions d'euros. Lorsque l'intérêt général prévaudra réellement, ces gens-là et tous leurs semblables seront expropriés sans indemnités.

Paul Galois



Mine d'Eramet au Gabon.

## Carburants : baisse en trompe-l'œil

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a reçu les distributeurs de carburants, lundi 12 octobre, après avoir annoncé que l'État allait leur vendre 10 millions de barils de gazole pris sur les réserves stratégiques.

Bien plus qu'une aide aux consommateurs, le tour de passe-passe va surtout profiter aux gros de la distribution.

Le gouvernement va prendre sur des stocks de gazole achetés par l'État avant

la flambée des prix pour une opération qui devrait durer de novembre à janvier. Ce gazole devrait être vendu aux distributeurs au « prix coûtant », c'est-à-dire bien en dessous des cours actuels sur le marché mondial.

Quelle marge feront-ils à la revente ? Mystère. Le gouvernement annonce une baisse de 12 à 18 centimes, et Lecornu promet de contrôler les distributeurs qui ne joueraient pas le jeu et vendraient à prix d'or le gazole que le gouvernement leur a offert. Mais il ne le fera pas plus demain qu'il ne l'a fait hier, puisqu'il a laissé les pétroliers rançonner la population depuis des mois. En outre, le gazole stratégique étant réparti au prorata des ventes de chaque distributeur, c'est évidemment Total qui en recevra la plus grande part et fera donc, une fois de plus, les meilleures affaires.

Le gazole restera donc hors de prix, les bénéfices de Total et des distributeurs intouchables et les travailleurs contraints de prendre leur voiture continueront d'être dépouillés. À moins de commencer à carburer à la colère.

Boris Savin

## Glucksmann : un Macron bis de plus

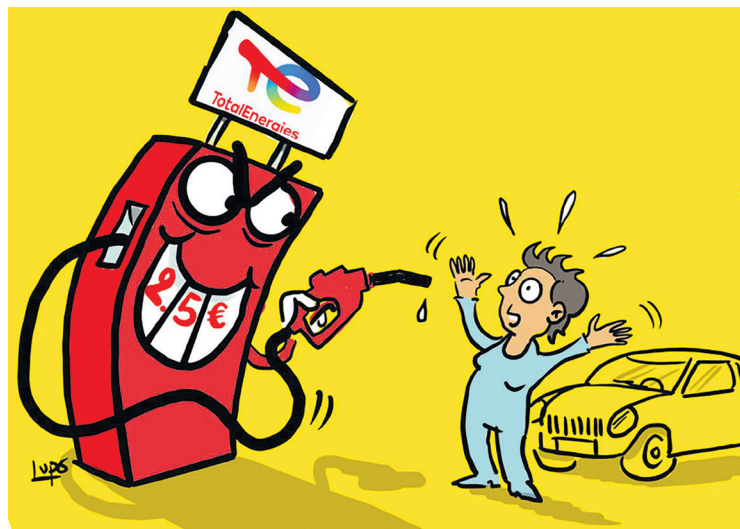
Le dirigeant de Place publique est sorti vainqueur haut la main de la primaire organisée par le Parti socialiste.

Dans cette pré-campagne, tout en annonçant la rupture complète avec la France insoumise, Glucksmann a joué au candidat « de gauche », par exemple en proposant de taxer les « très gros héritages » pour baisser la CSG. Et il y a sûrement une partie de l'électorat de gauche qui hésite entre lui et Mélenchon. Mais il est clair que Glucksmann ambitionne de séduire non seulement cet électorat mais aussi une partie de l'électorat macroniste et de droite. Et ce n'est pas pour rien

qu'il a sous-entendu qu'il pourrait appeler les députés qui le suivent à voter le budget que le gouvernement prépare.

De Glucksmann à Édouard Philippe et Retailleau, tous ces leaders visent l'électorat qui ne veut voter ni pour Le Pen ni pour Mélenchon. L'enjeu est de réussir à flatter cet électorat hétéroclite quitte à l'aborder par des bords différents pour arriver au deuxième tour et devenir un vote obligé pour tous ceux qui ne voudront pas de l'autre concurrent. Alors, comment attendre d'un Glucksmann quoi que ce soit de positif pour les travailleurs ?

P. R





## Salaires : les prix filent loin devant

L'Institut de la statistique, l'Insee, constate qu'en septembre, l'inflation a dépassé 3 % sur l'année, portée par une augmentation de 21,2 % du prix de l'énergie et de 9,9 % des produits frais. Le fossé se creuse avec les salaires.

Depuis 2024, la perte se chiffre en moyenne à 1200 euros pour une famille de deux adultes et deux enfants et de 600 euros pour un adulte seul, car l'ensemble des salaires ne suit même pas l'évolution du smic, pourtant

bien modeste. Ainsi, dans plus de 70 % des branches professionnelles (126 sur 179) les salaires du bas de l'échelle sont désormais inférieurs au smic. Les patrons sont tenus de compléter pour se mettre en règle avec la loi, mais parfois ils

intègrent des primes dans le calcul pour atteindre le smic. L'État lui-même incite aux bas salaires en accordant au patronat des allègements de cotisations sociales pour les salaires jusqu'à 1,6 fois le smic.

La situation n'est pas meilleure pour les salariés de l'État, des hôpitaux publics et des collectivités locales puisque 862 000 d'entre eux ont un salaire inférieur au smic,

complété par une « indemnité différentielle » qui n'est même pas prise en compte dans le calcul de la retraite !

Dans d'autres secteurs comme La Poste, le salaire de départ avoisine le smic.

Mais qui peut vivre aujourd'hui avec 1 477 euros net par mois ? Aucun salaire ne devrait être inférieur à 2 200 euros

net, et tous devraient être revalorisés chaque mois, en fonction de la hausse des prix.

Jean Sanday



## Bus Keolis – Argenteuil : une journée de lutte

Vendredi 9 octobre, 80 conducteurs du dépôt de bus Kéolis d'Argenteuil, dans le Val-d'Oise, étaient en grève. Cela représente 30 % de l'effectif total du dépôt.

La direction veut imposer des services plus longs allant jusqu'à huit heures. Elle fait miroiter les avantages d'une alternance de semaines de 4 ou 5 jours travaillés. Mais même si la moyenne est de 35 heures, cela aboutit à avoir de grosses semaines de 40 heures, et là, c'est la direction qui y gagne. Sans surprise, la réorganisation est surtout à son avantage.

Les conducteurs s'inquiètent aussi des

plannings qui s'appliqueraient à partir du 2 novembre sans respecter les souhaits d'horaires et de jours de repos des conducteurs, bousculant leur vie de famille.

Par ailleurs, la vétusté du matériel est telle qu'après intervention du CSSCT, 50 bus ont été immobilisés par mesure de sécurité au dépôt d'Argenteuil et 30 à celui de Montesson.

Côté salaires, la direction maintient une

augmentation ridicule de 0,6 %. En passant de Transdev à Keolis il y a cinq ans, les conducteurs avaient déjà perdu plus de 3 000 euros de prime d'intéressement. Et aujourd'hui, elle tente de supprimer des primes, dès qu'elle le peut.

Vendredi 9 octobre, aucun bus n'est sorti du dépôt d'Argenteuil. La journée de grève a exprimé clairement la colère des travailleurs. C'est un avertissement contre une direction qui tente d'imposer recul sur recul.

Correspondant LO

## Primes : l'autre façon de voler les travailleurs

Depuis des années, les gouvernements ont ouvert au patronat des possibilités de baisser une partie des salaires, en les remplaçant par des primes et en les soustrayant ainsi aux cotisations sociales.

Et cela, même si cela creuse de façon catastrophique les comptes de la Sécurité sociale et des retraites.

Il ne s'agit pas de petites sommes. Le seul montant de la participation et des primes d'intéressement atteint 23 milliards d'euros par an.

Un effet désastreux est aussi de pouvoir rendre les salaires fluctuants, au gré des décisions des directions d'entreprise, qui peuvent fixer annuellement le montant des primes, parfois à la hausse, mais souvent à la baisse.

Parmi les exemples les plus frappants, on peut citer le groupe Stellantis, qui pour 2022-2023, face à des profits énormes, avait annoncé des primes allant de 4 100 à 4 300 euros. L'année suivante il annonçait des primes de 1 700 à 900 euros et l'année d'après des primes de... zéro euro.

Il ne s'agit pas d'une exception. Un des géants de la sous-traitance automobile, le groupe Continental, a pu pratiquer des baisses drastiques alors que sa branche pneumatique bat les records

mondiaux de productivité, dépassant les 13 % et ayant pu frôler les 20 %, presque autant que les industries du luxe. En plein boom, les milliards s'accumulent dans ses caisses, le groupe a diminué le montant des primes d'intéressement et de participation, qui dépassait 5 000 euros annuels, de façon continue. En 2021 le plus gros coup de rabot fut la baisse de 2 200 euros du montant annuel de ces primes, ce qui souleva alors la révolte.

On peut trouver des faits analogues dans la grande distribution. Les travailleurs de la division Carrefour market touchaient 799 euros en 2022, réduits à 688 euros en 2026, ce qui représente, compte tenu de l'inflation, une baisse notable.

Ce piège, que bien souvent les syndicats contreignent, « au nom du réalisme », rend de fait encore plus précaires les ressources de millions de travailleurs. Les salaires hypothétiques et variables en fonction de leurs décisions sont une très bonne affaire pour les patrons.

Paul Sorel

## Solidarité Femmes – Nantes : trois semaines de grève

Les travailleuses de l'association Solidarité Femmes (anciennement SOS Femmes) accompagnent des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants.



Ce sont elles qui répondent aux femmes en détresse au téléphone, qui accompagnent celles munies d'un téléphone « grave danger », ou encore qui assurent le suivi des hébergements d'urgence.

Depuis le 28 septembre, la vingtaine de salariées de l'antenne nantaise est en grève ou en arrêt contre les pratiques de la direction. Elles en ont fait la liste dans un « violentomètre » rapportant les consignes contradictoires, les humiliations et punitions, les dénigrement, menaces, intimidations, ou pressions pour contraindre à se taire. Elles réclament

aussi le renouvellement de contrat d'une collègue, ainsi que des embauches sur les deux postes vacants.

La semaine dernière, elles ont monté un stand tous les matins en bas du marché de Talensac, près du local de l'association, et reçu le soutien des passants. Mardi 13 octobre, elles ont participé à la manifestation aux côtés de la jeunesse lycéenne.

Un médiateur de grève a été nommé le 12 octobre mais, quoi qu'il en sorte, elles ont déjà gagné le fait de former une équipe soudée comme jamais par la mobilisation menée ensemble. Elles ont entamé leur troisième semaine de grève bien décidées à se faire entendre et respecter.

Correspondant LO



# Durkopp – Vierzon : contre les licenciements

Depuis le mercredi 7 octobre, une majorité des 120 travailleuses et travailleurs de l'usine Durkopp sont en grève. Un piquet installé devant les portes de l'usine interdit la circulation des camions, bloquant la sortie des roulements à aiguilles qui équipent des automobiles et, entre autre, le Rafale.



Sur une banderole tendue sur les murs, les grévistes ont écrit : « pas de pognon, pas de camions ». Durkopp est le nouveau nom de Nadella, une des plus vieilles entreprises de Vierzon, qui a successivement connu des propriétaires américains (Timken), puis japonais (Koyo, puis Jteck). En 2025,

cette usine spécialisée dans les roulements à aiguilles a été rachetée par Durkopp, propriété du fonds d'investissement allemand Aequita, spécialisé dans le rachat et la restructuration des entreprises. La restructuration signifie des licenciements et des mesures au rabais dans le plan (PSE)

qui les accompagne, afin de garantir le pactole pour les actionnaires. Quant aux travailleurs qui font leur richesse, ils sont jetés à la rue avec le minimum. Les dirigeants ont décidé d'abandonner la fabrication des roulements pour l'automobile et de ne garder que le secteur aéronautique. Cet été, des machines ont été transférées vers une autre usine, à Maromme, près de Caen et en septembre, la direction a annoncé la suppression de 52 postes. Le PSE prévoyait une prime extra légale misérable de 2 000 à 6 000 euros pour les licenciés. Cela a provoqué l'indignation et la colère, et plusieurs actions ont été menées à l'intérieur de l'entreprise pour empêcher la livraison des roulements. Devant le refus de la direction de négocier et son chantage à la fermeture complète de l'entreprise, la colère est montée et la grève a été décidée, avec l'objectif de bloquer tout envoi de pièce. Tout le monde est fier d'avoir relevé la tête et de n'accepter ni leur mépris ni leur chantage.

Correspondant LO

## Nos lecteurs écrivent : Ikea, destructeur d'emplois

Une annonce a été faite ces derniers jours concernant le personnel du siège qui se trouve à Plaisir, en région parisienne. Il s'agirait de supprimer jusqu'à 150 emplois, ceux des gestionnaires financiers et une grande partie des postes RH en magasin, avant fin 2027.

Au cours de cette année, la logistique a été touchée avec la fermeture du centre de distribution de Toulouse en août, supprimant au passage 62 emplois.

Pour accroître la productivité des magasins et des entrepôts, la direction a aussi imposé une polyvalence qui dégrade nos conditions de vie et de travail.

En mai, les magasins de Bordeaux se sont mis en grève, puis en septembre et octobre, ceux d'Evry, de Villiers-sur-Marne et de Franconville. Les travailleurs protestaient contre la dégradation de leurs conditions de travail et aussi contre la diminution de leur rémunération annuelle.

La direction a déjà aligné les premiers niveaux de salaire sur le Smic et des employés et agents de maîtrise perçoivent moins que le salaire médian.

Ikea n'est pourtant pas en difficulté, c'est même le contraire. Le groupe a réalisé près de 3,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France en 2026, et plus de 40 milliards dans le monde.

Un cabinet d'expert mandaté par le CSE central a même souligné, année après année, l'excellente santé financière du groupe, champion de l'optimisation fiscale.

Suppressions d'emplois, dégradation des conditions de travail et bas salaires, voilà les armes que la direction d'Ikea brandit contre les travailleurs et qui lui permettent d'augmenter ses marges.

Gare pourtant à la colère de l'ensemble du personnel des magasins, entrepôts et bureaux, qui n'ont pas dit leur dernier mot.

Deux travailleurs  
et délégués syndicaux  
d'Ikea

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière |       | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| Destination           | 6 mois         | Un an | Un an           |
| France, Outre-mer     | 25 €           | 50 €  | 18 €            |
| Outre-mer avion       | 33 €           | 65 €  | 20 €            |
| Reste du monde        | 43 €           | 85 €  | 25 €            |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Vidéos [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
Audio-LO [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Côte d'Ivoire : l'indépendance n'est pas l'émancipation des travailleurs

Dans leur journal *Le Pouvoir aux travailleurs*, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) de Côte d'Ivoire dénoncent les profiteurs de l'indépendance.

C'est en sabrant le champagne que les riches et leurs représentants au pouvoir ont fêté les 66 ans de l'indépendance de la Côte d'Ivoire !

C'était la fête pour eux mais pas pour la grande partie de la population, en particulier pour les travailleurs et leurs familles, qui ont du mal à joindre les deux bouts.

Que doivent-ils fêter ? La misère ? Les privations ? Les mauvaises conditions de travail ? Les taudis dans lesquels ils vivent ? La cherté du coût de la vie qui réduit à néant leurs maigres salaires ? Le chômage et la précarité du travail ? La galère dans les transports ? ...

D'un côté, la richesse coule à flots pour une petite minorité et de l'autre, c'est la misère sans fin pour la grande majorité. Ce sont les deux faces indissociables de la société capitaliste.

C'est ce système économique que défendent et qu'ont défendu tous les dirigeants politiques qui se sont succédé au pouvoir depuis la fin officielle du colonialisme dans ce pays. Certes, les dirigeants de l'État ont changé de couleur de peau, mais l'exploitation et la misère continuent.

Indépendance nationale ou pas, ce sont ces capitalistes locaux et surtout internationaux qui ont la mainmise sur les richesses naturelles de ce pays. Ainsi, la production de l'or est entre les mains des capitalistes anglais, canadiens et australiens. Pour le café-cacao, ce sont des multinationales comme Cargill (USA) ou Barry Callebaut (belgo-suisse). Pour le pétrole, ce sont TotalEnergies (France) et Eni (Italie). La production de la banane est contrôlée en

grande partie par la Compagnie fruitière (SCB), basée à Marseille, celle de l'hévéa est notamment contrôlée par le groupe Michelin. La production d'électricité est contrôlée par British International Investment, le groupe Bouygues, ainsi que le groupe Aga Khan basé en France. Bouygues contrôle également la distribution de l'eau et de l'électricité. Quant à l'activité portuaire, elle a été rachetée au français Bolloré par l'armateur italo-suisse MSC. La Côte d'Ivoire étant aussi l'un des plus gros importateurs de riz au monde, le principal négociant, CIC, est en Suisse. En tête de l'activité bancaire, on trouve les banques françaises, etc.

Nos dirigeants politiques locaux, même s'ils sont à la tête d'un État soi-disant indépendant, ne sont en réalité que des pantins entre les mains des propriétaires de ces grandes firmes. Avec les milliards qu'ils brassent, les gros actionnaires de ces



Le quartier de Boribana à Abidjan.

entreprises tentaculaires font la pluie et le beau temps un peu partout dans le monde.

Leurs États impérialistes protègent leurs intérêts et sont prêts à intervenir militairement pour imposer leur suprématie, comme ils le font déjà aux quatre coins du monde.

À côté de ces gros capitalistes issus des pays impérialistes, il y a des capitalistes locaux, dont la prospérité dépend en grande partie des besoins des multinationales dont ils sont souvent les intermédiaires. Pour tous ces gens-là, la Côte d'Ivoire est

un eldorado. La prospérité économique dont se vantent tant Ouattara et son gouvernement, c'est celle de cette petite minorité qui vit sur un îlot de richesse au milieu d'un océan de misère.

Mais il n'est écrit nulle part que ce système économique ignoble est irremplaçable et que les travailleurs sont condamnés à courber l'échine et à travailler durant toute leur vie comme des esclaves pour enrichir toujours plus ces parasites et ces voleurs. Il faut que cette situation change !

**Le Pouvoir aux travailleurs**

## Inégalités : certains se gavent, d'autres ne mangent pas

En France, un des pays capitalistes les plus riches de la planète, sept millions de personnes ont du mal à se nourrir. Comment est-ce possible ?

Les Restos du cœur et des associations comme Action contre la faim viennent de sortir ces nouveaux chiffres sur l'extrême pauvreté en France qui claquent comme un nouveau cri de colère. 25 % des jeunes, de 18 à 24 ans déclarent ne pas manger à leur faim.

Depuis des années, tous les indicateurs de pauvreté sont à la hausse. Des millions

de gens ne se soignent pas, n'arrivent pas à se loger décemment et sont aussi de plus en plus nombreux à ne pas se nourrir correctement. La pauvreté frappe de plus en plus de travailleurs et menace l'ensemble des classes populaires.

Le seuil officiel en dessous duquel on est considéré comme pauvre est estimé à 1 337 euros par mois. Il est

effectivement impossible de vivre avec cette somme et des millions de travailleurs doivent se débrouiller avec encore moins. Cela n'empêche pas le gouvernement de vouloir s'en prendre aux retraités dont les pensions dépassent 1 260 euros, qui sont donc sous le seuil officiel de pauvreté ! Ces nouvelles attaques vont donc appauvrir les plus pauvres. Parmi les bénéficiaires des Restos du cœur, on compte d'ailleurs 11 % de retraités.

La misère qui se propage parmi les classes populaires ne vient pas de nulle part mais est le produit direct de l'exploitation. Au fur et à mesure que les fortunes des capitalistes grandissent, que les milliardaires franchissent des records, des mères isolées, des enfants de moins de dix ans, des travailleurs sans logement, des retraités s'enfoncent dans une galère sans nom, faite d'hébergements d'urgence, d'aides alimentaires, de renoncement aux soins.

Les bas salaires, les licenciements, les contrats précaires sont responsables de cette situation et les économies faites par tous les gouvernements sur les budgets dits sociaux, pour accroître

ceux qui favorisent les capitalistes, s'y ajoutent. Alors qu'ils sabrent dans le logement social, les allocations pour handicapés, les emplois publics, ils augmentent les commandes militaires, les baisses d'impôts et les cadeaux multiples pour les entreprises.

Alors que les chiffres scandaleux de la faim progressent dans le pays, le gouvernement prévoit 54 milliards d'économies dans son prochain budget, qui rendront la vie encore plus impossible pour des millions de travailleurs.

Il dépend des travailleurs de retrouver le chemin des luttes, pour ne plus accepter l'inacceptable.

**Marion Ajar**



Un centre des Restos du Cœur dans l'Essonne.

### Cercle Léon Trotsky Les révolutionnaires et la démocratie bourgeoise

**Samedi 7 novembre à 15 heures**

Théâtre de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité, Paris  
(Participation aux frais 3 euros)